

Retraites : 40 ans c'est déjà trop !

Mardi 15 juin 2010

**Public-privé : Grève et
manifestation nationale à Paris**

Comme tous les fonctionnaires, comme tous les salariés, les personnels de l'Education nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche, de la Culture et de la formation professionnelle subissent de plein fouet la RGPP et ses suppressions massives de postes : 100 000 en 3 ans dans la Fonction publique de l'Etat dont 30 000 dans la seule Education nationale !

Avec la réforme du lycée, la mastérisation du recrutement des enseignants, c'est aux statuts des personnels et aux missions du service public que les ministres s'attaquent. Les conditions de travail deviennent insupportables.

L'école publique est en danger, l'université est en danger, tous les services publics sont en danger mais pour les financiers et le gouvernement, la RGPP, ce n'est pas assez. Comme en Grèce, il leur faut franchir un cap. Pour aller plus loin, le gouvernement et les marchés doivent maintenant s'attaquer aux retraites, au cœur des droits conquis par les salariés du public comme du privé.

Voici comment dans le journal Le Monde en date du 4 mai 2010, Christine Lagarde, ministre de l'économie répond à la question « Comment réduire la dépense ? » : « *En poursuivant la révision générale des politiques publiques et en respectant absolument la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Ce sont des réformes structurelles de fond. Comme la retraite* ».

**Pour le gouvernement la « réforme » des retraites est la mère de toutes les réformes.
La bloquer, c'est pouvoir arrêter toutes les autres !**

- **Pour le maintien du droit à la retraite à 60 ans à taux plein**
- **Contre l'allongement de la durée de cotisation**
- **Pour le maintien du Code des pensions civiles et militaires de l'Etat (montant de la pension des fonctionnaires de 75% du salaire des 6 derniers mois d'activité)**

Le 15 juin, tous en grève !

Le 15 juin, tous à Paris !

DECLARATION DE LA COMMISSION EXECUTIVE CONFEDERALE

40 ans c'est déjà trop !

Appel à une journée de grève interprofessionnelle et à une manifestation le 15 juin 2010

Mandatée à l'unanimité par le Comité Confédéral National de FORCE OUVRIERE, la Commission Exécutive s'est réunie de manière exceptionnelle le 4 mai 2010.

Elle constate que :

- Le gouvernement fait de la question des retraites le dossier prioritaire. La motivation essentielle est de montrer aux institutions financières et à leurs auxiliaires, les agences de notation, que le gouvernement va réduire les dépenses sociales, de la même manière qu'avec la RGPP il réduit les dépenses publiques.

Ce que confirmera la prochaine conférence sur les déficits publics et sociaux.

Parmi les menaces qui pèsent et qui seront confirmées dans les semaines à venir figurent l'allongement de la durée du travail (par report du droit à la retraite à 60 ans et/ou allongement de la durée de cotisation) et la remise en cause du code des pensions pour les fonctionnaires.

- Pour FORCE OUVRIERE, il n'est pas question que les travailleurs fassent les frais, à travers leurs droits sociaux, de la crise provoquée par les intervenants sur les marchés financiers, intervenants qui dictent encore aujourd'hui le comportement des gouvernements dont le gouvernement français.
- L'action commune, nécessaire, suppose un accord sur les revendications et les modalités d'action. Chaque organisation est bien entendu libre de ses positions et il appartient aux travailleurs de se forger leurs convictions.

FORCE OUVRIERE a proposé aux autres organisations un appel commun à 24 heures de grève interprofessionnelle franche, public et privé.

Assumant ses prises de position et soulignant que l'avant projet de loi devrait être connu vers la mi-juin, la CE de FORCE OUVRIERE décide d'appeler le 15 juin à une journée de grève interprofessionnelle avec manifestation à PARIS.

Elle demande à toutes ses structures de tout mettre en œuvre pour la réussite de cette initiative et lance un appel en ce sens à l'ensemble des salariés et à leurs organisations.

Pour FORCE OUVRIERE, il s'agit par un renforcement de la mobilisation, de montrer la détermination des salariés.

Adoptée à l'unanimité

Paris, le 4 mai 2010